EXPERTISE FRANCE – Conseiller(e) du Ministre de l'Education de RCA en planification et gestion des ressources humaines (H/F)

Organisme employeur
EXPERTISE FRANCE

Date de début du poste
01-09-2025

Durée du contrat
24 mois maximum renouvelable une fois sous conditions

Lieu du poste
Bangui, République centrafricaine

Date de publication
11/03/2025

Valide jusqu'au
18.03.2025

Description

Mandatée par le ministère français de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) pour la mise en place de l'expertise technique française sur financement MEAE, Expertise France recherche un.e expert.e pour le poste de Conseiller.e du ministre de l'éducation de RCA pour la planification et la gestion des ressources humaines.

L'objectif général de cette prestation d'assistance technique sera d'accompagner le Ministère de l'Education nationale (MEN) dans l'organisation de son service de gestion de ressources, en particulier sur le volet ressources humaines selon trois volets :

- Le renforcement du système de gestion des ressources humaines
- L'accompagnement du Ministère dans le développement de sa stratégie en matière de ressources humaines et dans la formulation des demandes aux partenaires techniques et financiers dans ce domaine.
- L'amélioration du dialogue inter-ministériel et de la coordination inter-service.

Ce plan vise à améliorer la qualité de l'enseignement, à assurer un suivi efficace des carrières des enseignants, à renforcer la formation continue, et à optimiser la gestion prévisionnelle des emplois. Dans ce contexte, l'appui d'un Expert Technique International est requis pour renforcer les capacités du ministère dans la gestion des ressources humaines, améliorer la coordination inter-services, et soutenir la stratégie du ministère en matière de ressources humaines. Cet expert jouera également un rôle crucial dans l'accompagnement du ministère pour formuler ses besoins en termes d'assistance internationale auprès des bailleurs de fonds tels que la Banque Mondiale et l'Union Européenne.

Description du projet ou contexte

La République centrafricaine, à travers son Ministère de l'éducation, s'est engagée dans une profonde réforme de son système éducatif formalisé dans son plan sectoriel de l'éducation (2020-2023) ainsi que les objectifs fixés par le chef de l'Etat lors du sommet des Nations Unies pour la transformation de l'éducation en 2023.

La question enseignante et la mobilisation des ressources et du dialogue sectoriel ont été identifiées font partie des priorités identifiées pour l'amélioration des performances du système éducatif centrafricain. En effet, celui-ci souffre d'un ratio élèves enseignant extrêmement défavorable (entre 94 :1 et 284 :1 d'après le dernier annuaire statistique). Les importantes difficultés de la mise en œuvre du déploiement du personnel d'enseignement et d'encadrement rencontrées par le Ministère de l'éducation en est l'une des causes. Les enseignants non déployés répondent en effet à l'une de ces trois situations : Enseignants intégrés mais attente de déploiement / Enseignants formés mais pas intégrés / Enseignants intégrés et rémunérés mais qui n'ont pas rejoint leurs postes et dont le Ministère a perdu la trace

Le service des ressources du Ministère n'est à ce jour pas en mesure d'assurer le suivi du déploiement des enseignants rémunérés, ni des questions de gestion quotidienne du personnel sous la responsabilité du Ministère (suivi des arrêts maladies, prévision des départs à la retraite, etc.). Dans un contexte où les ressources sont très limitées, les difficultés de suivi du déploiement du personnel, de planification des besoins, de gestion des carrières et de formation entraine une déperdition importante des moyens. Le manque de données fiables et d'outils de suivi entrave le pilotage de l'action du Ministère. D'autres parts, le dialogue inter-ministériel comme la coordination inter service au sein du ministère nécessite également un approfondissement pour optimiser la gestion des ressources allouées.

A ce jour, le service de gestion des ressources du Ministère de l'éducation n'est pas informatisé. L'introduction d'un système d'information des ressources humaines est cependant prévue dans le projet d'Appui à la mise en œuvre du Plan Sectoriel de l'Education (PAPSE II) financé par la Banque Mondiale et sera mis en œuvre courant 2025. La Banque Mondiale apportera un soutien à la mise en œuvre technique de ce système. Cependant, un accompagnement dans l'opérationnalisation et l'organisation du service dans l'utilisation de cet outil a été identifié par le Ministère et la Banque mondiale. La mise en œuvre de ce système permettra également d'entamer un travail nécessaire de gestion de l'emploi et des compétences.

La demande du Ministre d'Etat en charge de l'éducation d'un appui technique de la France dans le domaine de la gestion des ressources humaines a ainsi été formulée à l'occasion de l'élaboration d'un nouveau cadre de coopération dans le domaine de l'éducation entre la République centrafricaine et la France, menée à la suite de l'endossement d'une feuille de route pour le renouvellement de la coopération bilatérale par les Président Touadera et Macron.

Descriptif de la structure d'accueil :

L'ETI travaillera sous l'autorité directe du Ministre d'Etat en charge de l'éducation, au sein du Ministère de l'éducation nationale de la République centrafricaine. L'ETI sera rattaché (e) au cabinet du Ministre d'Etat. Il ou elle travaillera en coopération directe avec le service de la gestion des ressources composé d'un directeur des ressources et de neufs agents.

Responsabilités

Principales tâches et résultats attendus :

L'Expert technique international conseillera le Ministre dans l'amélioration de la gestion des ressources humaines au sein du Ministère et accompagnera le service des ressources selon trois axes :

Axe 1 : Renforcement du Système de Gestion des Ressources Humaines :

- Optimiser l'utilisation du système d'information et de suivi des enseignants et des professionnels d'encadrement rattachés au Ministère de l'Education et de leurs carrières.
- Accompagner la réforme du recrutement et de la formation des personnels d'encadrement (Inspecteurs, Conseillers pédagogique, Personnel de direction des écoles.
- Accompagner la mise en place d'un programme de formation continue pour le personnel enseignant.
- Développer et mettre en œuvre une stratégie de gestion prévisionnelle des

emplois et des compétences.

Axe 2 : Soutien Stratégique au Ministère :

- Participer à la conception et à la mise en œuvre de la stratégie de ressources humaines du ministère, en alignement avec le Plan Sectoriel de l'Éducation (2020-2029).
- Accompagner le ministère dans la formulation de ses besoins et priorités en matière de ressources humaines, en vue de sollicitations de financements internationaux.

Axe 3 : Amélioration de la Coordination :

- Faciliter la communication inter-ministérielle pour optimiser l'allocation et l'utilisation des ressources par le Ministère de l'éducation.
- Proposer des mécanismes de coordination entre les différents services du Ministère pour renforcer l'efficacité des interventions dans le domaine des ressources humaines.

Qualifications

Profil souhaité

Qualifications et compétences :

- Titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Master en administration publique, éducation, coopération internationale ou dans un domaine connexe.
- Très bonne connaissance de l'organisation du système éducatif français et de ses opérateurs et services.
- Très bonnes compétences en ingénierie de projet.
- Compétence en planification et organisation des services.
- Aptitude à travailler dans des environnements complexes et sensibles, avec une grande capacité d'adaptation.
- Très bonne capacité d'analyse et de synthèse.
- Très bonnes compétences de communication à l'écrit et à l'oral.
- Capacité à travailler avec des équipes pluridisciplinaires.
- Grande autonomie dans le travail.
- Capacité à informer et rendre compte à intervalles réguliers.

Expérience professionnelle :

- Minimum de 10 ans d'expérience avérée dans l'accompagnement à la réforme des politiques éducatives
- Expertise en matière de gestion des ressources humaines notamment la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, et en mise en œuvre de programmes de formation continue.
- Expérience de travail avec des bailleurs de fonds internationaux et de gestion de projets financés par des organisations multilatérales.

Informations complémentaires

- Lieu de la mission: Bangui, République Centrafricaine
- Durée de la mission: 24 mois maximum renouvelable une fois sous conditions
- Date de prise de fonction indicative : 01/09/2025
- Type de contrat: CDDU, contrat de travail de droit privé (les agents publics

seront détachés auprès d'Expertise France pour la durée de la mission)

- Rémunération établie d'après la politique de rémunération d'Expertise France : salaire de base + (le cas échéant) forfait famille + prime de technicité et d'expatriation + prise en charge des frais de logement* et, le cas échéant, de gardiennage* + prise en charge des frais de scolarité * pour les enfants de moins de 21 ans accompagnant l'expert dans le pays de résidence + billets d'avion aller-retour adresse contractuelle – lieu de résidence, soit 1 aller initial, 1 aller-retour intermédiaire, 1 retour final + prise en charge des frais de déménagement* et de visa* + Couverture sociale (CFE, mutuelle, prévoyance. *(Les éléments signalés par une * correspondent à des frais remboursés à l'expert sur justificatifs, dans la limite du budget alloué par Expertise France)*

Documents à fournir :

- CV au format Expertise France (modèle à télécharger ci-dessous)
- Lettre de motivation

NB : Les candidat(e)s intéressé(e)s par cette opportunité sont invité(e)s à soumettre leur dossier dans les meilleurs délais, Expertise France se réservant la possibilité de procéder à la présélection avant la date de fin de publication.

Date limite de candidature : 18/03/2025 23:59

Bouton
POSTULEZ MAINTENANT